

COMMUNE DE**SIVRY-RANCE**

Conformément à l'art. L1122-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, nous avons l'honneur de convoquer, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux, pour la première fois à la **SEANCE du CONSEIL** qui aura lieu le **Judi 29 FEVRIER 2024 à 20h00**, en la salle du Conseil communal de la **Maison communale, Grand'place n° 2**.

**CONVOCAISON du
CONSEIL COMMUNAL**

Art. L1122-13 §1^{er} – Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par **courrier électronique**, au moins sept jours francs avant celui de la réunion; elle contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3.

La convocation ainsi que les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour peuvent être transmises par écrit et à domicile si le mandataire en a fait la demande par écrit ou si la transmission par courrier électronique est techniquement impossible.

Art. L1122-15 – Le bourgmestre ou celui qui le remplace préside le conseil. La séance est ouverte et close par le président.

Art. L1122-17 – Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente.

Cependant si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu;

en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

Art. L1122-24 – Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents; leurs noms seront insérés au procès-verbal.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace au moins cinq jours francs avant l'assemblée; elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le conseil. Il est interdit à un membre du collège des bourgmestre et échevins de faire usage de cette faculté.

Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du conseil.

Art. L1122-26 §1^{er} – Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages; en cas de partage, la proposition est rejetée.

Art. L1122-27 – Sans préjudice de l'alinéa 4, les membres du conseil votent à haute voix.

Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir un mode de scrutin équivalent au vote à haute voix. Sont considérés comme tels, le vote nominatif exprimé mécaniquement et le vote par assis et levé ou à main levée.

Nonobstant les dispositions du règlement d'ordre intérieur, le vote se fait à haute voix chaque fois qu'un tiers des membres présents le demande.

Seules les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires, font l'objet d'un scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages.

Lorsqu'il est membre du conseil, le président vote en dernier lieu.

L'alinéa précédent n'est pas applicable aux scrutins secrets.

Art. L1122-28 – En cas de nomination ou de présentation de candidats. Si la majorité requise n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

A cet effet, le président dresse une liste contenant deux fois autant de noms qu'il y a de nominations ou de présentations à faire.

Les suffrages ne peuvent être donnés qu'aux candidats portés sur cette liste.

La nomination ou la présentation a lieu à la pluralité des voix.

En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est préféré.

ORDRE DU JOUR

1. [-1.854] PRÉSENTATION DE L'AGENDA CULTUREL ET ASSOCIATIF 2024.
2. [-2.075.1.077.7] APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE PRÉCÉDENTE.
3. [-2.072.21] DÉCISIONS DE L'AUTORITÉ DE TUTELLE : PRISE DE CONNAISSANCE.
4. [-1.823.1] AGRICULTURE – MOTION DE SOUTIEN AUX REVENDICATIONS DES AGRICULTEURS.
5. [-1.844] PLAN DE COHÉSION SOCIALE (PCS) – RAPPORT FINANCIER 2023 : APPROBATION.
6. [-1.857.073.51] DÉSAFFECTATION DU PRESBYTÈRE DE GRANDRIEU.
7. [-2.073.513.2] VENTE D'HERBE SUR PIED : APPROBATION DES CONDITIONS.
8. [-1.855.3] RÉNOVATION DU HALL OMNISPORTS DE RANCE – SUBSIDES INFRASPORTS : APPROBATION DE L'AVANT-PROJET ET DE L'ESTIMATIF.
9. [-1.811.122] RÈGLEMENTS COMPLÉMENTAIRES DE CIRCULATION ROUTIÈRE – AGRANDISSEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE RANCE : RUE DE LA MARLAGNE ET RUE DE LA CARRIÈRE.
10. [-1.811.122] RÈGLEMENTS COMPLÉMENTAIRES DE CIRCULATION ROUTIÈRE – AGRANDISSEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE GRANDRIEU : RUE BEAUTRIFONTAINE, RUE DES JUIFS, RUE DU CHESNOIS ET RUE DE LA PLAGNE.
11. [-1.811.122] RÈGLEMENTS COMPLÉMENTAIRES DE CIRCULATION ROUTIÈRE – AGRANDISSEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE SAUTIN : RUE DE SOURENNE, RUE DE BIÉVAUX, RUE DU TOUQUET ET RUE DES CULOTS.
12. [-1.811.122] RÈGLEMENTS COMPLÉMENTAIRES DE CIRCULATION ROUTIÈRE – RÉALISATION DE ZONES D'ÉVITEMENT À LA RUE DES COMBATTANTS À RANCE.
13. [-1.811.122] RÈGLEMENTS COMPLÉMENTAIRES DE CIRCULATION ROUTIÈRE – RÉALISATION DE ZONES D'ÉVITEMENT À LA RUE DE LA STATION À SAUTIN.
14. [-1.811.122] RÈGLEMENT COMPLÉMENTAIRE DE CIRCULATION ROUTIÈRE – RÉALISATION D'UNE ZONE D'ÉVITEMENT À LA RUE TRIEU-BENOÎT À SIVRY.
15. [-1.811.122] RÈGLEMENT COMPLÉMENTAIRE DE CIRCULATION ROUTIÈRE – MISE EN SENS UNIQUE DE LA RUE TERNIAUX À SIVRY.
16. [-1.811.122] RÈGLEMENT COMPLÉMENTAIRE DE CIRCULATION ROUTIÈRE – INTERDICTION DE CIRCULER À LA RUE DE LA ROQUETTE À SIVRY.
17. [-1.811.122] RÈGLEMENT COMPLÉMENTAIRE DE CIRCULATION ROUTIÈRE – RÉALISATION D'UN PASSAGE POUR PIÉTONS À LA RUE DE SIVRY À GRANDRIEU.
18. [-1.842.61] AIGT – FERMETURE DE LA MAISON DE REPOS "LE TOUVENT" : INFORMATION.
19. [-2.082.3] RECRUTEMENT D'UN DIRECTEUR FINANCIER.
20. [-1.842.61] ADHESION A L'INTERCOMMUNALE AIGT : ACCORD DE PRICIPE.

PAR LE COLLÈGE COMMUNAL,

Le Directeur Général f.f.

R. PESTIAUX



Le Bourgmestre

J.-F. GATELIER